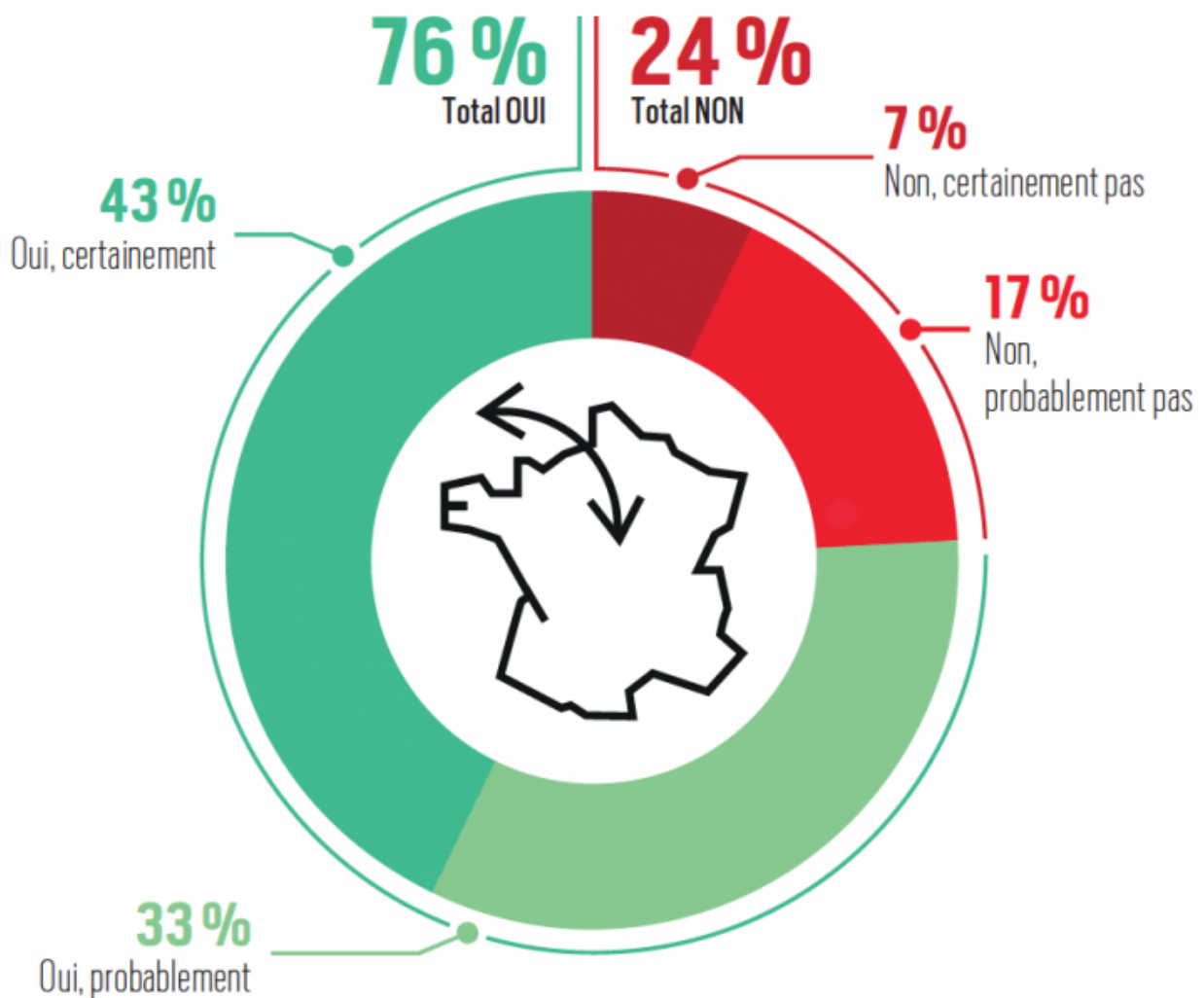


76 % des Français veulent un référendum sur l'immigration

écrit par Claude t.a.l | 26 avril 2018

RÉFÉRENDUM SUR LA POLITIQUE MIGRATOIRE

Vous personnellement, souhaiteriez-vous être consulté par référendum pour donner votre avis sur la politique migratoire de la France ?



Sondage de l'Ifop pour "Valeurs actuelles" réalisé auprès d'un échantillon de 1 009 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, par questionnaire autoadministré en ligne les 19 et 20 avril 2018.



De Valeurs Actuelles, un très bon article qui fait le point des débats en cours sur l'immigration.

La situation migratoire devenant intenable, l'enfumage de Macron va-t-il être mis en échec ?

Exclusif. Et si les électeurs étaient consultés pour décider

de la politique migratoire de la France ?

L'idée d'un référendum fait son chemin à droite. Mieux, selon le sondage Ifop que nous publions, 76 % d'entre eux y sont favorables.

Emmanuel Macron, le chef d'État lui-même, recommande de lire Stephen Smith, qui affirme dans son dernier ouvrage (la Ruée vers l'Europe, Grasset) que notre vieux continent « va s'africaniser ».

Son ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, évoque de son côté « des régions qui sont en train de se déconstruire parce qu'elles sont submergées par le flux des demandeurs d'asile ».

Rarement, dans les mots, le pouvoir n'aura semblé saisir, avec plus de justesse et d'acuité, l'ampleur du phénomène et la tragédie qui nous menace, donnant raison aux plus pessimistes de nos Cassandre et aux prophètes du « grand remplacement ».

La démographie africaine ?

Écoutons encore ce que nous dit Emmanuel Macron.

C'est « une véritable bombe », diagnostique le président. « Il faut bien le dire », ajoute-t-il, comme si cette réalité avait été longtemps minorée, sinon cachée ou tue par nos dirigeants.

« **C'est du Hollande en pire** »

Pourtant, dimanche soir, après que l'Assemblée nationale a voté en première lecture la loi asile et immigration défendue par le gouvernement, le sentiment était grand, parmi ceux qui avaient participé au débat parlementaire, que, loin de répondre aux urgences de notre temps, la majorité présidentielle était passée à côté de son sujet.

Valérie Boyer, la députée LR des Bouches-du-Rhône, ne cachait pas son amertume et cette « impression de vivre au pays des Shadoks ».

« Ce que l'on fait d'un côté, on le détricote de l'autre », expliquait-elle sans détour dans l'Hémicycle.

Fin connaisseur de ces problématiques migratoires, Guillaume Larrivé, le député LR de l'Yonne, jugeait quant à lui que ce texte marquait

« une étape de plus, discrète, du désarmement de la France face à la menace terroriste ».

Immigration : la fausse fermeté présidentielle

Au mieux, à entendre les dirigeants de la droite, c'est un texte qui ne sert à rien, parce qu'il « ne comporte aucune

mesure sérieuse qui permette de réguler l'explosion de l'immigration », condamne Laurent Wauquiez, le président des Républicains.

Le plus souvent, comme nous le confie Christian Jacob, le président du groupe parlementaire LR à l'Assemblée nationale, « c'est du Hollande en pire ».

Il est vrai que le gouvernement, pour tenter de répondre au procès en inhumanité qui lui était fait par La France insoumise et l'aile gauche de sa majorité, s'est employé à donner nombre de gages pour les contenter.

C'est l'élargissement du regroupement familial aux mineurs isolés, l'assouplissement du délit de solidarité, qui va, selon Jacob, « transformer les No Borders en des Uber » de l'immigration clandestine.

Les Républicains, le Front national, Debout la France, les partis de droite dans leur ensemble, n'ont pas été avares de propositions ces derniers jours.

En pure perte. Aucun de leurs amendements n'a été voté par la majorité LREM.

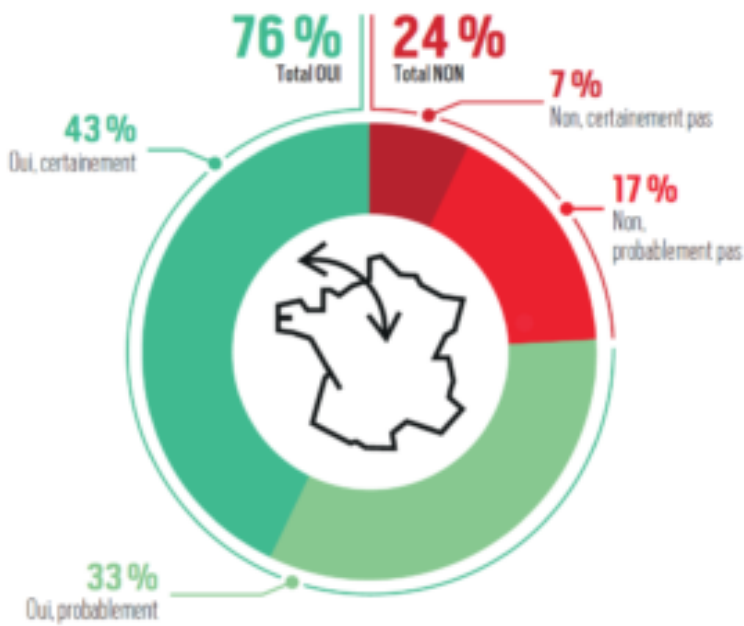
Dès lors, que faire pour que cette opposition ne demeure pas stérile ?

Que faire pour que les propositions qu'ont formulées tour à tour Marine Le Pen, Laurent Wauquiez et Valérie Pécresse, la présidente LR de la région Île-de-France, qui a présenté son contre-projet pour « retrouver la maîtrise de notre politique migratoire » comme pour marquer à la culotte le patron des Républicains sur un sujet qui polarise l'attention de l'électorat de droite, ne restent pas lettre morte ?

Attendre une hypothétique alternance, alors que pour la seule année 2017, 262 000 titres de séjour ont été délivrés et que l'immigration clandestine va toujours plus galopante... ?

RÉFÉRENDUM SUR LA POLITIQUE MIGRATOIRE

Vous personnellement, souhaiteriez-vous être consulté par référendum pour donner votre avis sur la politique migratoire de la France ?



Sondage de l'Ifop pour "Valeurs actuelles" réalisé auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, par questionnaire auto-administré en ligne les 19 et 20 avril 2016.

Wauquiez et Dupont-Aignan demandent un référendum sur l'immigration

Emmanuel Macron a plus à craindre d'un tel référendum que d'une éventuelle union fantasmée des droites

Anticipant cette impasse politique, Nicolas Dupont-Aignan, le président de Debout la France, a, le premier, avancé l'idée d'un référendum d'initiative partagée sur l'immigration, avant que Laurent Wauquiez ne reprenne à son compte cette proposition.

Comment imaginer que, sur un sujet aussi important sinon vital pour le devenir du pays, les Français ne puissent s'exprimer, alors que ces questions migratoires trustent notre actualité ?

« C'est aux Français de décider qui entre en France et pas aux passeurs. Les Français ont le droit de choisir et de s'exprimer sur les questions d'immigration »,

avance Laurent Wauquiez, sans crainte d'être démenti par l'opinion.

Comme le montre le sondage Ifop que nous publions en exclusivité cette semaine, 76 % des Français souhaitent être consultés par référendum pour donner leur avis sur la politique migratoire de la France : 83 % des sympathisants LR et 88 % des sympathisants du Front national sont favorables à cette mesure.

Il n'est pas jusqu'aux soutiens de Jean-Luc Mélenchon, soucieux de plus de démocratie participative, qui ne demandent massivement son organisation : 93 % des sympathisants de La France insoumise sont favorables à un référendum sur la politique migratoire de la France.

Seuls les sympathisants du PS (68 %) et ceux de La République en marche (61 %) manifestent moins d'enthousiasme, encore qu'une grande majorité d'entre eux ne se montrent pas opposés à ce référendum.

Un plébiscite !

Allons-nous connaître 3 quinquennats consécutifs sans référendum national ?

Les Français rêvent de s'exprimer sur la politique migratoire que devrait conduire le gouvernement.

Le pouvoir en place est, lui, beaucoup moins enthousiaste.

D'autant plus qu'à lire les enquêtes d'opinion qui se succèdent sur le sujet, les Français se montrent souvent radicalement opposés aux mesures défendues par leurs dirigeants.

Dans la dernière enquête de l'Ifop pour l'Express parue en décembre 2017, 64 % des Français jugent que le rythme de l'immigration en France s'effectue à un rythme trop élevé ; 56 % d'entre eux sont opposés à l'obtention automatique de la nationalité française pour les enfants nés en France de parents étrangers ; 57 % d'entre eux sont favorables à la suppression du regroupement familial.

Comment ne pas mesurer l'immense décalage entre les aspirations des Français et les politiques menés par nos dirigeants ?

Aussi n'est-il pas étonnant que le chef de l'État se soit gardé de réagir à l'annonce de Nicolas Dupont-Aignan et de Laurent Wauquiez d'en appeler à l'organisation d'un référendum d'initiative partagée.

Emmanuel Macron a plus à craindre d'un tel référendum que d'une éventuelle union fantasmée des droites...

Mais la tâche s'annonce ardue pour les promoteurs de cette initiative.

Jamais, depuis sa promulgation par François Hollande en décembre 2013 et son entrée en vigueur le 1er janvier 2015, l'article 11 de la Constitution n'avait été invoqué, ni même utilisé par aucun élu ou parlementaire.

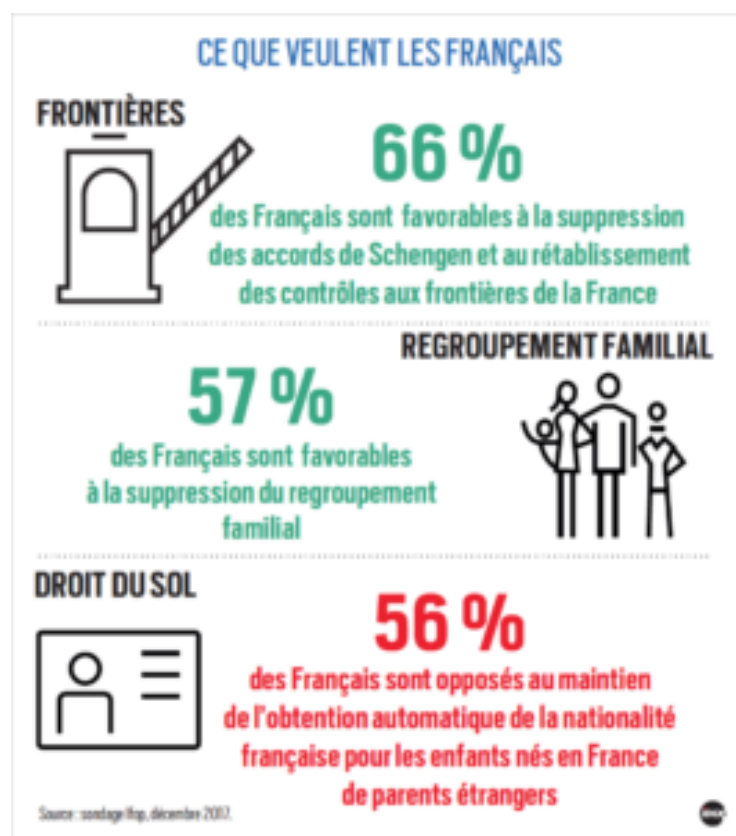
Non sans raison...

Loi asile et immigration : en pleine séance à l'Assemblée, un ministre perd ses nerfs

Voulue par Nicolas Sarkozy, qui pendant sa campagne présidentielle de 2007 avait promis d'instaurer un référendum d'initiative populaire sur le modèle de la votation suisse, la mesure ne sera pas retenue par le gouvernement Fillon dans le projet de loi de modernisation des institutions.

Signe de l'embarras du pouvoir, habile à promettre toujours plus de démocratie mais méfiant des humeurs de son peuple et vacciné contre le recours au référendum après le refus massif des Français de la Constitution européenne en 2005, cette proposition sera réintroduite à la faveur d'amendements parlementaires.

Au passage, le référendum d'initiative populaire aura été vidé de sa substance et transformé en un référendum d'initiative partagée.



Dans les faits, l'initiative n'est plus citoyenne.

Quand, à l'origine, 10 % du corps électoral pouvaient saisir le législateur d'un problème, désormais, ce sont aux parlementaires de donner l'impulsion. Un cinquième des parlementaires doit porter cette initiative.

Soit 185 d'entre eux. Un quorum que LR (qui disposent d'un groupe de 102 députés à l'Assemblée nationale et de 145 au Sénat) pourraient atteindre sans même le concours du Front national et de Debout la France... Encore n'est-ce qu'une étape !

“Accueil de merde” : l'Assemblée nationale souillée par des pro-immigration

La proposition des parlementaires est alors transmise au Conseil constitutionnel, qui, après déclaration de sa conformité, organise la collecte des pétitions d'électeurs : 4,6 millions de signatures, représentant 10 % du corps électoral, doivent être réunies en neuf mois avant que les deux chambres n'entérinent dans un délai de six mois la proposition de référendum.

Si les parlementaires traînent, Emmanuel Macron est alors dans l'obligation d'organiser ce référendum.

Un parcours du combattant. « C'est de l'ordre du possible », avance prudemment Christian Jacob, qui confesse avoir été pris de court par la proposition de Laurent Wauquiez.

Reste désormais à savoir si l'opposition, au-delà des effets d'affichage, veut aller jusqu'au bout de cette démarche.

<https://www.valeursactuelles.com/societe/exclusif-76-des-francais-veulent-un-referendum-sur-limmigration-95057>